

Budget Economique
Exploratoire 2005

SOMMAIRE

PREFACE -----	3
RESUME -----	6
1-RAPPEL DE LA SITUATION ECONOMIQUE PREVISIBLE EN 2004 -----	8
2-CONJONCTURE INTERNATIONALE EN 2005-----	8
3-PREVISIONS ECONOMIQUES EN 2005 -----	9
3.1-LES HYPOTHESES SOUS TENDANT LES PREVISIONS -----	9
3.2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN 2005 -----	10
3.3- LES COMPOSANTES DU PIB-----	11
3.3.1- LA CONSOMMATION FINALE -----	11
3.3.2- L'INVESTISSEMENT BRUT -----	12
3.3.3- LES ECHANGES EXTERIEURS -----	12
3.4-LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE -----	13
3.5-L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT -----	13
4- CONCLUSION -----	14
ANNEXES-----	16

PREFACE*

Au lendemain de son indépendance, le Maroc a opté pour la pratique de la planification indicative pour asseoir son économie sur des bases solides et réaliser un développement économique et social durable et harmonieux.

Toutefois, l'économie marocaine, ouverte sur l'extérieur, est particulièrement sensible aux aléas de son environnement international. Elle est en partie durement affectée par les aléas climatiques.

Cette situation s'est traduite de par le passé par des déséquilibres financiers internes et externes aigus. Un programme de stabilisation et des réformes structurelles de libéralisation et de déréglementation ont été mis en œuvre en conséquence.

Ces réformes ont conféré au Maroc de grands acquis en matière d'amélioration des équilibres macro-économiques.

Seulement les importants défis qui restent à relever, notamment sur le plan social et spatial et les perturbations inhérentes aux fluctuations fréquentes de la conjoncture économique internationale, militent en faveur d'une amélioration du processus de planification.

Le but étant l'adaptation périodique de la politique économique et sociale tracée à travers une meilleure articulation entre les programmes économiques et

sociaux à long et moyen termes et les actions à court terme.

Ceci fait appel à des mécanismes très appropriés dont le plus usuel est le **budget économique** qui permet le suivi macroéconomique de la réalisation des programmes pluriannuels en liaison avec la conjoncture économique et financière et l'insertion des options budgétaires de la loi des finances dans la vision stratégique du développement.

Le budget économique analyse en fait l'environnement national et international en vue de déceler les tendances et les ruptures qui peuvent surgir à court terme afin de revenir à la trajectoire qui émane de la vision stratégique. Il explore ainsi les différents scénarios permettant d'intégrer les nouvelles données du contexte de l'économie marocaine.

De manière générale, le budget économique se définit comme un ensemble de comptes prévisionnels qui décrivent pour une année donnée les prévisions afférentes aux différents agents économiques.

Il traite de l'ensemble des opérations économiques des agents (production, investissement, consommation, commercialisation, etc.) dont il vise à assurer un équilibre prévisionnel cohérent résultant des multiples interactions entre les variables économiques

C'est en effet par référence à l'étude de la politique économique, et plus

* Ce travail est réalisé sous la conduite de Monsieur Abdlehak ALLALAT, Ingénieur en Chef au Haut Commissariat au Plan, en collaboration avec Madame Khadija EL MADOUDI et Messieurs Ayache KHELLAF, M'hamed MOUAACHA et Ali EL MIDAOUI

précisément des problèmes de régulation conjoncturelle, que la technique des budgets économiques prend tout son sens.

C'est un outil de simulation qui permet d'étudier et de simuler les effets des politiques économiques et mettre en exergue les déformations structurelles qui pourraient naître sous les effets des mesures et des réformes mises en œuvre. Il éclaire les décideurs sur leur choix de politiques économiques et sociales et en apprécie les impacts éventuels.

Le budget économique constitue en fait le cadre macroéconomique sous-tendant le budget annuel de l'Etat. Il se présente généralement sous deux formes:

i- Le budget économique exploratoire de l'année à venir (n+1) élaboré pendant la première moitié de l'année en cours (n), soit durant la période mars-juillet.

Il établit, sur la base d'hypothèses concernant les variables exogènes, des perspectives économiques exploratoires cohérentes pour l'année suivante.

Il convient de préciser, néanmoins, que ce document est établi à politique budgétaire inchangée. Autrement dit, les actions de politiques économiques de la prochaine loi des finances n'y sont pas prises en considération dans l'établissement des perspectives.

Les résultats du budget économique exploratoire de l'année (n+1) sont disponibles dans sa version finale au mois de septembre de l'année (n).

ii- Le budget économique prévisionnel de l'année (n+1) préparé au cours du dernier trimestre de l'année (n), soit durant la période octobre-décembre.

Il tient compte des actions et des mesures retenues dans la loi des Finances. Il trace les perspectives économiques pour l'année à venir et établit les prévisions des principaux agrégats macro-économiques. C'est en fait une actualisation de la version exploratoire sur la base des nouvelles informations économiques de conjoncture.

Cette actualisation porte sur les indicateurs de l'année qui s'est achevée (n-1), sur les diverses hypothèses établies initialement pour l'année en cours (n) pour tenir compte des réalisations conjoncturelles de l'économie ainsi que sur les hypothèses sous-tendant les perspectives de l'année (n+1) en y intégrant les actions précisées dans la loi des finances adoptées et les perspectives internationales révisées au mois d'octobre par les institutions internationales spécialisées.

Dans ses deux versions, aussi bien exploratoire que prévisionnelle, le budget économique traite en première partie, de l'évolution de l'économie nationale de l'année en cours par rapport à l'année précédente, en présentant une analyse de l'environnement international dans lequel cette évolution a été opérée.

Dans une deuxième partie, il présente des estimations et des prévisions de l'évolution de

l'économie nationale respectivement pour l'année en cours et l'année à venir.

Il traite notamment de la croissance économique, de l'équilibre ressources emplois, du compte épargne investissement, et de comptes d'agents. Il constitue ainsi une projection économique selon la nomenclature de la comptabilité nationale. L'établissement de perspectives selon ce schéma

requiert des modèles économiques appropriés. A ce propos, un modèle quasi-comptable et un modèle macro-économique sont en cours d'élaboration par les services du Haut Commissariat au Plan. En attendant leur réalisation définitive, les perspectives présentées dans le budget économique exploratoire 2005 se limitent uniquement à la croissance économique et l'équilibre ressources emplois à prix courants et constants.

RESUME

Le budget économique exploratoire établi pour 2005 fait ressortir des prévisions économiques nationales préliminaires situant la croissance réelle du Produit Intérieur Brut à 2,4% contre 3,3% prévue pour 2004. Ces perspectives sont sous-tendues par une consolidation de la croissance économique mondiale en 2005 et par une amélioration de celle de la Zone Euro qui atteindrait 2,3% contre 1,7% en 2004. Elles sont sous-tendues également par un retour des cours du pétrole sur le marché mondial à 35 \$/baril en 2005 et par une parité Euro-Dollar de 1,2.

Aussi convient-il de préciser qu'en matière des finances publiques il est supposé que la politique budgétaire menée en 2004 serait reconduite en 2005, notamment l'application des dispositions du dialogue social, la rationalisation des dépenses publiques en biens et services et le maintien de la structure de la fiscalité.

Sur le plan sectoriel, l'activité primaire, qui contribue pour 16% au Produit Intérieur Brut (PIB), connaîtrait une baisse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 4,1%. Ceci suppose une campagne agricole 2004-2005 dégageant une production légèrement supérieure à la moyenne, soit environ 60 millions de quintaux.

Le secteur non agricole progresserait, quant à lui, de 3,5%, du fait d'une meilleure conjoncture attendue pour les activités secondaires et tertiaires. Le

secteur secondaire enregistrerait une évolution de 4,0% en 2005, alors que l'activité du secteur tertiaire serait accrue d'environ 3,3%.

La croissance économique nationale prévue pour 2005 paraît ainsi en retrait par rapport à celle de 2004. Cependant, en se limitant au secteur non agricole, les activités marchandes réaliseraient une progression notable de l'ordre de 3,7% en 2005 contre une moyenne d'environ 2,9% durant les trois dernières années.

Au niveau des emplois du PIB nominal, la formation brute du capital fixe connaîtrait une croissance de 6,5% et les exportations de biens et services s'accroîtraient de plus de 5% en 2005.

La consommation finale intérieure, de son côté, progresserait de 4% en 2005 contre 5,1% en 2004, en raison principalement du ralentissement de la croissance de la consommation des ménages et de celle des administrations.

En termes réels, la contribution de la consommation finale intérieure ne serait que de 2,0 points en 2005 contre 3,4 points en 2004.

La FBCF et les exportations consolideraient leurs contributions positives à la croissance économique en 2005.

Néanmoins, les importations de biens et services seraient en augmentation de

2,4% en volume en 2005. De ce fait, les exportations nettes d'importations dégageraient une contribution nulle à la croissance.

L'inflation mesurée par le prix implicite du PIB devrait se situer à près de 1,6% en 2005, en accroissement par rapport à celle estimée pour 2004 suite notamment à la hausse prévisible des cours de pétrole sur le marché mondial.

Les prix à la consommation des ménages, quant à eux, progresseraient de près de 2% en 2005

En matière de capacité de financement, l'épargne nationale représenterait 27,3% du PIB contre 24,1% pour l'investissement brut, dégageant ainsi un excédent de financement de l'ordre de 3,2% du PIB.

1-Rappel de la situation économique prévisible en 2004

L'année 2004 a connu une très bonne campagne agricole qui a enregistré pour les trois principales céréales une production estimée à près de 83 millions de quintaux. Elle coïncide également avec la relance de l'activité économique dans la Zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc.

Dans ce contexte, la croissance économique est prévue à 3,3% et sera accompagnée d'une légère hausse du prix implicite du PIB de l'ordre de 1,4%. Toutes les composantes de la demande finale aussi bien intérieure qu'extérieure contribueront à cette croissance.

La consommation finale intérieure enregistrerait une croissance similaire à celle de 2003. Le solde en ressources de la balance des échanges en biens et services (y compris les voyages) dégagerait un déficit plus accentué que celui de l'année précédente et serait de 4,4% du PIB contre 4,1% en 2003.

La valeur des exportations des biens et services s'améliorerait de 4,1%, alors que celle des importations augmenterait de 5,0%, en raison essentiellement de la hausse prévisible de la facture pétrolière. L'investissement brut (FBCF et variation des stocks) devrait représenter 23,7% du PIB en 2004, soit presque le même niveau que celui de 2003. Parallèlement, l'épargne nationale, soutenue par la

consolidation des transferts des MRE en 2004, par la gestion active de la dette extérieure induisant des baisses progressives des paiements des intérêts, ainsi que par la reprise de l'activité touristique, s'élèverait à 26,8% du PIB contre 27,5% en 2003. Le compte épargne-investissement dégagerait, en conséquence, un solde excédentaire d'environ 3,2% du PIB contre 3,7% en 2003.

2-Conjoncture internationale en 2005

L'économie mondiale est entrée dans une phase de reprise et ce depuis le milieu de l'année 2003, comme en témoigne en particulier l'intensification des échanges commerciaux internationaux.

Cette reprise diffère sensiblement selon les pays et la croissance mondiale reste tirée par les Etats-Unis.

En effet, les Etats-Unis sont engagés dans une phase de croissance soutenue, stimulée par une politique économique particulièrement expansionniste.

Selon le FMI, le pays enregistrerait une croissance robuste en 2004 de 4,6% environ. Par contre, l'année 2005 connaîtrait un fléchissement en terme de croissance dont le taux serait de 4,4% environ.

En Asie l'émergence de la Chine constitue la dynamique de la croissance asiatique, le pays enregistrerait encore une fois une croissance soutenue en 2004 et en

2005 avec respectivement 8,5% et 8,0% environ.

L'économie nipponne devrait continuer de croître à un rythme supérieur à son potentiel en 2004, soit 3,4%. Cette reprise est cependant tributaire de l'environnement extérieur et de la consommation. Celle-ci, qui a été le principal soutien de l'économie japonaise depuis le début de la décennie 1990, n'arrive pas encore à prendre le relais des exportations et de l'investissement. Compte tenu de ces aléas la croissance nipponne prévue pour 2005 ne dépasserait pas les 2%.

Dans la Zone Euro, la reprise s'intensifierait progressivement, sans toutefois dépasser significativement la croissance potentielle. Elle serait de 1,7% en 2004 et de l'ordre de 2,3% en 2005.

A noter que pour la zone Euro, les exportations resteraient le principal soutien à la croissance, par contre la consommation resterait le maillon faible, en raison d'une amélioration tardive et limitée du marché du travail.

En Afrique, les perspectives de croissance seraient marquées pour la troisième année consécutive par une évolution positive du PIB qui enregistrerait 4,2% en 2004 et 5,4% en 2005.

Le commerce mondial, quant à lui, devrait continuer de croître à un rythme soutenu, avec un taux d'évolution du volume des échanges de 6,8% en 2004 et de l'ordre de 6,6% en 2005.

Au niveau international l'évolution de l'indice des prix à la consommation afficherait une stagnation dans les économies avancées, soit 1,7% environ pour 2004 et 2005 et connaîtrait une décélération dans les pays émergents et pays en voie de développement en passant de 5,7% en 2004 à 5,0% en 2005.

3-Prévisions économiques en 2005

3.1-Hypothèses sous tendant les prévisions

➤ Les facteurs exogènes extérieurs

En plus des perspectives retenues pour l'économie mondiale en 2005, il est supposé également une stabilisation des cours du pétrole sur le marché mondial à 35 \$/baril en moyenne en 2005 et une parité Euro-Dollar prévue à 1,2.

Aussi, l'activité touristique devrait-elle poursuivre sa tendance à l'amélioration en 2005, profitant de la relance économique européenne. Elle serait confortée par la consolidation du rythme d'évolution des transferts des RME.

➤ La campagne agricole

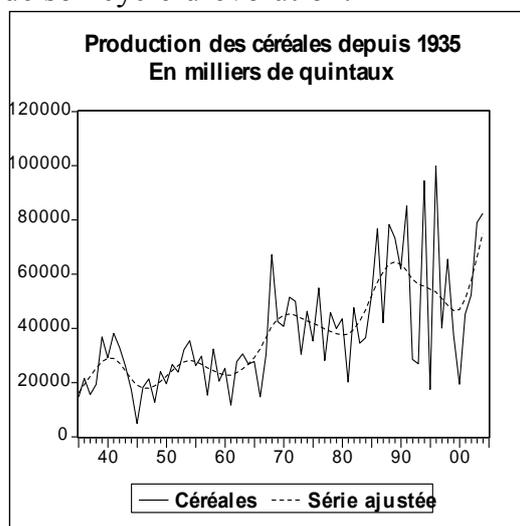
Le secteur agricole a fait l'objet depuis l'indépendance d'un ensemble de politiques économiques. Il est à citer dans ce contexte la politique des barrages, le plan national de l'irrigation, le programme de mise en valeur agricole, les mesures de protection, d'exonération et de subvention, etc.

Ces différentes actions n'ont pas permis de réaliser une certaine stabilité des productions agricoles. Les conditions climatiques prévalant lors des campagnes agricoles restent déterminantes quant aux rendements réalisés.

Ceci met en exergue la difficulté de prévoir la production agricole qui fluctue de manière erratique en fonction de la pluviométrie et de sa répartition spatiale et temporelle durant la saison agricole.

De ce fait, la meilleure prévision à retenir à ce propos est celle d'une campagne agricole moyenne ou légèrement supérieure à la moyenne, soit environ 60 millions de quintaux en 2004-2005.

Cette hypothèse de travail paraît vraisemblable. En effet, une analyse rétrospective de la série des productions céréalières depuis 1935 à l'aide d'un filtre (Filtre de Hodrick-Prescott) montre que l'agriculture marocaine emprunte actuellement la tendance ascendante de son cycle d'évolution.



➤ Les finances publiques

Les hypothèses retenues pour les finances publiques ne prennent pas en considération les actions nouvelles qui seraient retenues par le projet de loi de finances 2005. Elles supposent, en fait, que la politique budgétaire menée en 2004 serait reconduite en 2005, notamment l'application des dispositions du dialogue social, la rationalisation des dépenses publiques en biens et services et le maintien de la structure de la fiscalité.

3.2-La croissance économique en 2005

Le Produit Intérieur Brut (PIB) réel s'accroîtrait de 2,4% en 2005, en léger ralentissement par rapport au rythme prévu pour 2004.

Le secteur primaire, qui contribue pour 16% au PIB, connaîtrait une baisse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 4,1%. Ceci est sous-tendu par l'hypothèse d'une campagne agricole 2004-2005 légèrement supérieure à la moyenne. Cette baisse de la valeur ajoutée fait suite à deux années agricoles très performantes, qui ont permis des accroissements de 18% en 2003 et 2,1% en 2004.

Le secteur non agricole progresserait de 3,5%, du fait d'une meilleure conjoncture attendue pour les activités secondaires et tertiaires. Le secteur secondaire renforcé par l'évolution favorable de ses différentes composantes, en

l'occurrence les industries manufacturières et le bâtiment et travaux publics, enregistrerait une évolution de 4,0% en 2005 contre une moyenne de 2,7% durant la période 2002-2004.

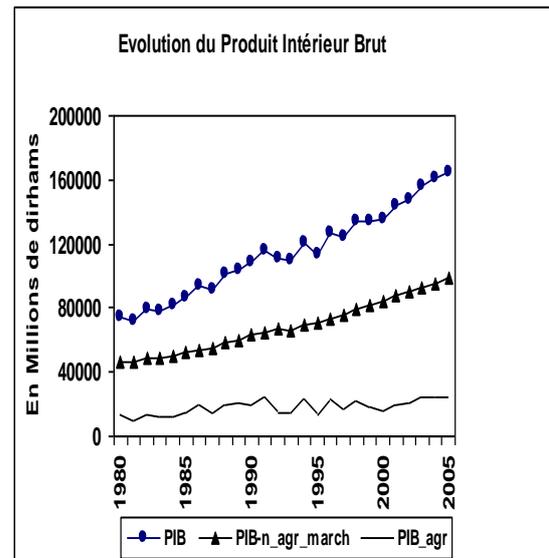
Le secteur tertiaire, qui reste en partie intimement lié à l'évolution globale de l'économie, enregistrerait un taux de croissance d'environ 3,3%.

En se limitant au secteur non agricole, il ressort une consolidation de l'amélioration de sa valeur ajoutée, dont le taux se maintiendrait à 3,5% en 2005.

Plus encore, les activités non agricoles marchandes (non compris la valeur ajoutée des administrations et les droits et taxes sur importations) réaliseraient une progression notable de l'ordre de 3,7% en 2005 contre une moyenne d'environ 3% durant les trois dernières années.

Ces perspectives seraient appuyées en partie par la poursuite en 2005 de la relance de l'activité touristique observée depuis le début de l'année 2004 dont les effets se traduisent par une amélioration de l'activité des transports, notamment aériens.

En terme nominal, le PIB serait en amélioration de 4% en 2005, ce qui dégagerait une inflation d'environ 1,6%, en légère hausse par rapport à celle de 1,4% estimée en 2004. Le renchérissement des importations explique en partie cette inflation.



3.3- les composantes du PIB

3.3.1- La consommation finale

La consommation finale intérieure nominale s'accroîtrait de 4% en 2005, en ralentissement par rapport au rythme de 5,1% prévu pour 2004.

Ceci serait dû à la baisse de la production agricole en 2004-2005, dont les récoltes céréalières resteraient inférieures à celles estimées à 83 millions de quintaux pour la campagne 2003-2004, et qui se traduirait par une diminution de la consommation des ménages ruraux en produits agricoles.

Le taux d'accroissement de la consommation des ménages aurait été plus faible s'il n'y aurait pas eu l'application des dispositions du dialogue social en matière d'avancement de grade et de valorisation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires et si le secteur touristique ne continuerait pas sur la voie de la reprise amorcée depuis le début de 2004.

En volume, la consommation finale des ménages augmenterait de 2,1% en 2005 contre 4% en 2004. Il en découle ainsi une accentuation de l'inflation à la consommation, passant de 1,1% en 2004 à près de 1,9% en 2005.

La flambée des cours du pétrole prévu sur le marché mondial induirait une élévation des coûts du transport international, et par conséquent un renchérissement des prix à l'importation.

Par ailleurs, la consommation finale des administrations publiques enregistrerait une amélioration de 4,2% en valeur contre 5% en 2004. Elle s'accroîtrait de 2,5% en volume.

De ce fait, la consommation finale intérieure réaliserait une amélioration de 4% en terme nominal et de 2,2% en terme réel, contre respectivement 5,1% et 3,9% prévus pour 2004.

Ainsi, la contribution de la consommation finale intérieure à la croissance économique ne dépasserait pas 2,0 points en 2005 contre 3,4 points en 2004.

Cette baisse de la contribution, évaluée à 1,4 point, explique en partie le différentiel de croissance économique entre en 2005 et 2004.

3.3.2- l'investissement brut

L'investissement brut, composé de la formation brute du capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks, s'améliorerait d'environ 6%

en terme nominal en 2005. En se limitant à la FBCF, celle-ci réaliserait une hausse de 6,5% en 2005 contre 6,3% en 2004. Elle serait accrue en volume de 3,9% en 2005 contre 3,7% en 2004. Sa contribution à la croissance économique serait ainsi consolidée au niveau prévu pour 2004.

Ce résultat serait engendré par l'impulsion aussi bien des investissements publics déjà programmés que des actions de politique économique mises en oeuvre par les autorités en faveur de l'investissement.

Il met ainsi en exergue la tendance progressive à l'amélioration des investissements, ce qui est de nature à renforcer les capacités productives de l'économie nationale.

3.3.3- les échanges extérieurs

Les exportations de biens et services (non compris les admissions temporaires) s'inscriraient dans la ligne de la tendance ascendante amorcée en 2004. Elles réaliseraient une croissance nominale de 5,6% en 2005 contre 4,1 en 2004.

Leur volume emprunterait la même tendance, avec une hausse de l'ordre de 3,3% en 2005 contre 2,4% en 2004.

Ce rythme reste insuffisant pour conserver nos parts de marchés extérieurs et montre les faiblesses de l'économie marocaine pour saisir

les opportunités offertes par la demande extérieure qui lui est adressée.

Les importations de biens et services en valeur seraient en hausse de 6,7% en 2005 contre 5% en 2004, en raison d'une part de l'accroissement du volume des importations, notamment des biens d'équipement, en relations avec les besoins d'investissement projetés en 2005, et d'autre part, de la hausse de la facture pétrolière et des coûts des transports maritimes.

Le rythme plus accentué de la progression des importations par rapport à celui des exportations se traduirait par une détérioration du solde commercial et du solde en ressources.

Cette situation engendrerait globalement une contribution nette nulle des exportations à la croissance économique en 2005 contre une contribution nette positive de près de 0,4 point en 2004.

3.4-Le revenu national brut disponible

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, connaîtrait une amélioration d'environ 4,1% en 2005, légèrement supérieure à celle de la croissance économique en valeur.

Ceci serait conforté par la consolidation du rythme d'évolution des transferts privés en 2005 et de la baisse des paiements des intérêts engendrée par la gestion active de la dette extérieure.

3.5-L'épargne et l'investissement

La consommation finale nationale (les dépenses des touristes sur le territoire national exclues) enregistrerait une hausse nominale de 3,6% en 2005, en léger retrait par rapport à 5,2% en 2004.

Cette situation s'explique par le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages résidents, qui passerait de 5,3% en valeur en 2004 à 3,4% en 2005, suite au recul prévisible des revenus générés dans le secteur agricole.

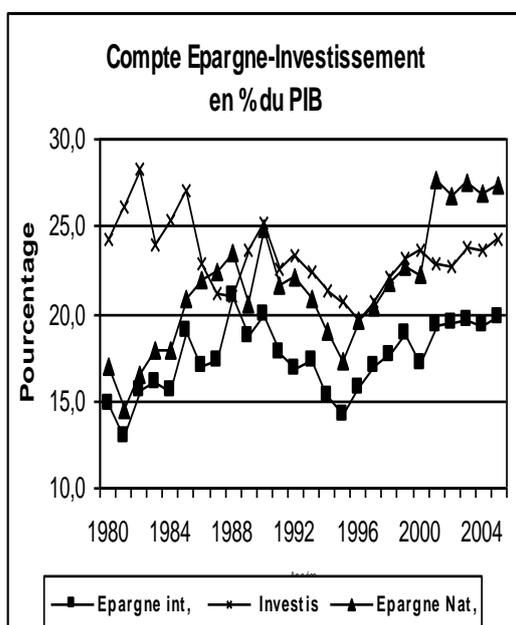
L'amélioration de la consommation finale nationale serait également en léger recul par rapport à la croissance du PIB en valeur, ce qui dégagerait une amélioration de l'épargne intérieure qui représenterait 19,6% du PIB en 2005 contre 19,3 en 2004.

Il met en exergue l'attitude attentive qui caractériserait les ménages en matière de dépenses de consommation. Il traduirait également le choix des consommateurs à reporter dans le futur la satisfaction de leurs besoins de consommation immédiate et à conserver leurs ressources financières pour se prémunir contre

les effets d'une conjoncture imprévisible.

Le rythme d'accroissement de la consommation finale nationale en 2005 serait également inférieur à celui du revenu national brut disponible et engendrerait, en conséquence, une amélioration de l'épargne nationale qui représenterait 27,3% du PIB en 2005 contre 26,8% prévu pour 2004.

Tenant compte de l'investissement brut en nette amélioration par rapport au PIB, soit 24,1% en 2005 contre 23,7% en 2004 et 23,8% en 2003, il découlerait un excédent de financement qui serait de 3,2% du PIB en 2005.



4- Conclusion

Les perspectives de croissance retenues dans le budget économique exploratoire 2005, sont établies en supposant une politique budgétaire inchangée par rapport à celle de 2004.

Une fois la Loi de Finances adoptée et les mesures de politique économique précisées, ces perspectives seront révisées dans le document du budget économique prévisionnel 2005, en considérant également des nouvelles données du contexte national et international.

Globalement, la croissance économique prévue pour 2005 s'inscrirait encore une fois dans la ligne des taux d'accroissement modérés observés pendant plusieurs décennies. De fait, elle ne constitue pas un changement de palier par rapport au sentier tendanciel de l'évolution du PIB.

Les facteurs qui peuvent tirer la croissance économique nationale, notamment, l'investissement et les exportations sont en deçà des objectifs retenus par les pouvoirs publics pour le moyen terme.

Les actions de politique économique mises en œuvre dans ce domaine n'ont pas encore atteint la maturité nécessaire pour engendrer une hausse substantielle des investissements.

L'épargne nationale, souvent avancée comme contrainte à la

relance des investissements, a dépassé ces dernières années les objectifs retenus en matière de mobilisation des ressources dans l'économie nationale, suite notamment à l'ampleur des transferts des RME.

De même, les taux d'intérêt ont emprunté la voie d'une tendance baissière, et en conséquence, réduit le coût de financement des programmes d'investissement privé.

Aussi, le trésor satisfait-il ses besoins de financement selon les conditions du marché et n'exerce plus de pression sur les ressources financières disponibles. D'ailleurs, Bank Al Maghrib n'a cessé d'intervenir depuis 2001 pour absorber la surliquidité caractérisant le marché bancaire.

Tout ceci appelle un diagnostic plus approfondi du cadre de promotion régissant l'investissement pour une meilleure appréhension des facteurs de blocage et pour l'identification d'actions percutantes susceptibles d'accélérer les initiatives privées en matière de création d'entreprises, et par conséquent de l'investissement.

Les exportations, quant à elles, continueraient de s'inscrire sur un rythme d'évolution modéré, qui reste insuffisant pour déclencher une dynamique sectorielle au profit de la relance économique. Elles restent concentrées sur des marchés traditionnels, particulièrement celui de l'Union Européenne, qui avec l'élargissement rendrait la compétitivité des produits marocains de plus en plus ardue.

Concernant l'action de l'Etat, les dépenses engagées dans le cadre de l'application des dispositions du dialogue social ont réduit sa marge de manœuvre.

Les frais de personnel, qui devaient être ramenés à 10,7% du PIB en 2004 selon les perspectives du Plan 2000-2004, représentent plus de 13% en 2004 et absorbent près de 75% des recettes fiscales. Cette situation pourrait accentuer les déséquilibres budgétaires, étant donné l'incompressibilité des dépenses en matière de traitements et salaires des fonctionnaires de l'Etat et le caractère conjoncturel des recettes émanant des privatisations.

ANNEXES

Environnement International

Evolution de la croissance économique Par pays et groupe de pays

Pays ou groupe de pays	Evolution en %		
	2003	2004	2005
Monde	3,9	4,6	4,4
-Les économies avancées	2,1	3,5	3,1
-Les Etats-Unis	3,1	4,6	3,9
-La zone Euro	0,4	1,7	2,3
-Japon	2,7	3,4	1,9
-Royaume-Uni	2,3	3,5	2,5
-Autres pays émergents et pays en développement	6,1	6,0	5,9
- Afrique	4,1	4,2	5,4
- Moyen Orient	5,4	4,1	5,0

Source: FMI

Evolution des prix dans quelques pays

Année Pays ou groupe de pays	Evolution de l'inflation		
	2003	2004	2005
Les économies avancés	1,8	1,7	1,7
-Etats-Unis	2,3	2,3	2,2
-La zone euro	2,1	1,7	1,6
-Japon	-0,2	-0,4	-0,1
-Royaume-Uni	1,4	1,6	1,8
Autres pays émergents Et pays en développement	6,1	5,7	5,0

Source: FMI

Evolution des échanges internationaux en volume

Année Pays	Evolution en %		
	2003	2004	2005
Volume des échanges mondiaux	4,5	6,8	6,6
Importations			
-économies avancées	3,5	5,7	5,4
-Autres marchés émergents et pays en développement	8,9	10,2	9,4
Exportations			
-économies avancées	2,7	6,3	6,1
-Autres pays émergents et pays en développement	8,7	8,1	8,7

Source: FMI

ECONOMIE NATIONALE

PRODUIT INTERIEUR BRUT **(Millions DH de 1980)**

Secteurs	2003	2004*	2005*
Primaire	24446	24956	23945
Croissance en %	18,0	2,1	-4,1
PIB non agricole	131280	135849	140646
Croissance en %	3,2	3,5	3,5
PIB non agricole marchand	92587	95635	99181
Croissance en %	2,3	3,3	3,7
Secondaire	45613	47215	49119
Croissance en %	1,8	3,5	4,0
Tertiaire	85667	88634	91527
Croissance en %	3,9	3,5	3,3
PIB en volume	155726	160805	164592
Croissance en %	5,2	3,3	2,4
Variation du prix implicite du PIB	0,0	1,4	1,6
PIB en valeur	418655	438355	455822
Croissance en %	5,2	4,7	4,0

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*
PIB	418655	438355	455822
	5,2	4,7	4,0
Consommation finale:	361936	380342	395585
	5,0	5,1	4,0
Ménages	273818	287854	299257
	3,4	5,1	4,0
Publique	88118	92488	96328
	10,2	5,0	4,2
FBCF	98380	104605	111405
	7,9	6,3	6,5
Variation des stocks	1141	-841	-1423
Exportations B&S	86085	89598	94618
	0,1	4,1	5,6
Importation B&S	128886	135347	144363
	4,5	5,0	6,7

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS

(Croissance réelle en%)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*
PIB	5,2	3,3	2,4
Consommation finale:	4,6	3,9	2,2
Ménages	3,9	4,0	2,1
Publique	6,7	3,5	2,5
FBCF	11,9	3,7	3,9
Exportations B&S	-1,8	2,4	3,3
Importation B&S	6,5	0,6	2,4

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

**CONTRIBUTION DES AGREGATS
DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE***
En pourcentage

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*
PIB	5,2	3,3	2,4
Consommation des Ménages	2,5	2,6	1,4
Consommation Publique	1,5	0,8	0,6
FBCF	2,4	0,8	0,9
Exportations B&S	-0,5	0,6	0,8
Importation B&S	-2,1	-0,2	-0,8

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

CONSOMMATION FINALE NATIONALE
(Millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*
PIB	418655	438355	455822
Revenu National Brut Disponible	451398	471423	490870
Consommation finale nationale	336350	353784	366448
➤ Consommations des ménages résidents	248232	261296	270120
Croissance réelle en %*	3,6	4,2	1,6
➤ Consommation des Administrations Publiques	88118	92488	96328
Croissance réelle en %*	6,7	3,5	2,5
Epargne intérieure en % du PIB	19,7	19,3	19,6
Epargne Nationale en% du RNBD	25,5	25,0	25,3

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

BALANCE EXTERIEURE DES RESSOURCES*
(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004*	2005*
Exportations B&S	135386	140886	149893
Croissance en %	0,7	4,1	6,4
Importations B&S	152359	160001	170643
Croissance en %	3,8	5,0	6,6
Déficit en ressources	-16973	-19124	-20751
En % du PIB	-4,1	-4,4	-4,6

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT
En % du PIB

Rubriques	2003	2004*	2005*
Investissement brut	23,8	23,7	24,1
Epargne intérieure	19,7	19,3	19,6
Revenus nets en provenance du reste du monde	7,8	7,5	7,7
Epargne nationale	27,5	26,9	27,3
Solde de financement	3,7	3,2	3,2

* : Prévisions établies par la DPP du Haut Commissariat au Plan